Informations de base

2011/0818(NLE) NLE - Procédures non législatives	Procédure caduque ou retirée
Application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à la République tchèque. Protocole (modif.). Approbation de ne pas convoquer de Convention **Subject** 8.10 Révision des Traités, conférences intergouvernementales	

Acteurs principaux

Parlement européen

Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
AFCO Affaires constitutionnelles	DUFF Andrew (ALDE)	05/10/2011
	Rapporteur(e) fictif/fictive SCHÖPFLIN György (PPE) BRZOBOHATÁ Zuzana (S&D) HÄFNER Gerald (Verts /ALE) FOX Ashley (ECR) SØNDERGAARD Søren Bo (GUE/NGL) MESSERSCHMIDT Morten (EFD)	

Conseil de l'Union européenne

Formation du Conseil	Réunions	Date
Affaires générales	3313	2014-05-13

Commission européenne

DG de la Commission	Commissaire
Migration et affaires intérieures	REDING Viviane

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
25/10/2011	Publication de la proposition législative	00091/2011	Résumé
15/11/2011	Annonce en plénière de la saisine de la commission		

17/09/2012	Vote en commission		
25/09/2012	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A7-0282/2012	Résumé
20/05/2013	Débat en plénière		
22/05/2013	Décision du Parlement	T7-0208/2013	Résumé
22/05/2013	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2011/0818(NLE)
Type de procédure	NLE - Procédures non législatives
Sous-type de procédure	Approbation du Parlement
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure caduque ou retirée
Dossier de la commission	AFCO/7/07578

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE474.080	31/10/2011	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A7-0282/2012	25/09/2012	Résumé
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T7-0208/2013	22/05/2013	Résumé

Autres Institutions et organes

Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
EUCO	Document de base législatif	00091/2011	25/10/2011	Résumé

Informations complémentaires

Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à la République tchèque. Protocole (modif.). Approbation de ne pas convoquer de Convention

2011/0818(NLE) - 25/09/2012 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

En adoptant le rapport d'Andrew DUFF (ADLE, RU), la commission des affaires constitutionnelles recommande que le Parlement européen approuve la proposition du Conseil européen **de ne pas convoquer de Convention** pour examiner la proposition visant à étendre à la République tchèque le protocole n° 30 sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à la Pologne et au Royaume-Uni, car cette proposition ne produirait pas ou peu d'effets.

Application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à la République tchèque. Protocole (modif.). Approbation de ne pas convoquer de Convention

2011/0818(NLE) - 22/05/2013 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a décidé par 631 voix pour, 25 contre et 23 abstentions, d'approuver la proposition du Conseil européen **de ne pas convoquer de Convention** pour examiner la proposition visant à étendre à la République tchèque le protocole n° 30 sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à la Pologne et au Royaume-Uni, car cette proposition ne produirait pas ou peu d'effets.

Application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à la République tchèque. Protocole (modif.). Approbation de ne pas convoquer de Convention

2011/0818(NLE) - 25/10/2011 - Document de base législatif

Conformément au projet de protocole sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'UE à la République tchèque (lequel vise à adjoindre ce pays au Protocole sur l'extension de la Charte des droits fondamentaux), la présente proposition vise à **ne pas convoquer de Convention** pour examiner la proposition visant à étendre à la République tchèque le protocole n° 30 sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à la Pologne et au Royaume-Uni.